Contradictions françaises au Moyen-Orient

Georges Malbrunot

Dans Politique étrangère 2016/2 Été , pages 75 à 85
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674997
DOI 10.3917/pe.162.0075
Date de mise en ligne : 06/06/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-75?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Contradictions françaises au Moyen-Orient

Par **Georges Malbrunot**

Georges Malbrunot est journaliste au *Figaro* et spécialiste du Moyen-Orient. Il a récemment publié (avec Christian Chesnot) : *Les Chemins de Damas. Le dossier noir de la relation franco-syrienne*, Paris, Laffont, 2014.

L'influence française a sans conteste régressé au Moyen-Orient avec l'échec de l'Union pour la Méditerranée, l'enlisement du conflit israélo-palestinien, la résolution provisoire du dossier iranien, et les contradictions multipliées sur la crise syrienne. Les relations de Paris avec les monarchies du Golfe semblent désormais constituer un axe privilégié de la politique française dans la région. Une politique qui devra être profondément redéfinie par le prochain président de la République.

politique étrangère

Les derniers succès de la politique extérieure française au Moyen-Orient remontent à plus d'une décennie. C'est dire si Paris a vu son influence reculer dans cette région du monde, où notre pays jouissait pourtant d'une réelle capacité d'action auprès des acteurs des principaux conflits secouant cette poudrière.

Sous Chirac, une France présente

Le plus récent de ces succès fut l'hostilité du président Jacques Chirac à la guerre décidée en 2003 par les États-Unis de George Bush en Irak. Le chef de l'État, qui connaissait bien l'Irak, avait pressenti les conséquences désastreuses d'un éclatement communautaire, qui continue aujourd'hui encore de faire des ravages. Jacques Chirac avait une qualité que n'ont probablement pas ses successeurs : il connaissait à la fois les problématiques complexes du Moyen-Orient et ses dirigeants, avec lesquels il était en contact régulier.

« Je me souviens avoir été convoqué à l'Élysée par Jacques Chirac », raconte un ancien patron du département Afrique du Nord/Moyen (ANMO) du Quai d'Orsay. « Jacques Chirac venait de recevoir un dirigeant israélien. Il m'a demandé d'aller voir son ami Hosni Moubarak, et

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

en l'espace de quelques minutes il m'a exposé ses demandes très claires, que j'ai consignées sous sa dictée.» Sous Jacques Chirac, les patrons de l'ANMO étaient invités aux tête-à-tête que le président de la République avait avec ses homologues arabes – une pratique qui disparaîtra ensuite avec Nicolas Sarkozy, ce changement marquant la perte d'influence des diplomates arabisants du Quai d'Orsay.

L'autre succès de notre politique étrangère remonte à 1996, lorsque la France réussit à s'imposer à la table des négociations en vue d'un cessez-le-feu entre Israël et le mouvement chiite libanais Hezbollah, qui entendait bouter Tsahal du sud-Liban. Grâce à l'opiniâtreté de Jacques Chirac, qui pilotait littéralement les allées et venues de son ministre des Affaires étrangères sur place Hervé de Charrette, la France put participer, aux côtés des États-Unis, à l'instauration d'un mécanisme de sécurité régionale, le premier du genre impliquant, outre l'État hébreu et le Hezbollah, l'Iran et la Syrie.

Quitte à froisser Israël, mais au nom de la *realpolitik*, la France avait su jouer de sa proximité avec la Syrie d'Hafez Al-Assad, lequel imposa Paris à la table des négociations. La France de Jacques Chirac apparaissait alors comme un recours utile pour certains protagonistes des conflits, notamment les Palestiniens. Dès lors que Nicolas Sarkozy choisira de se rapprocher des États-Unis et d'Israël, cette plus-value française s'affaiblit pour, le plus souvent, disparaître.

Les priorités de Sarkozy

Quand il devient président en 2007, Nicolas Sarkozy affiche trois priorités au Moyen-Orient : l'établissement d'une Union pour la Méditerranée (UPM) ; l'accession des pays arabes au nucléaire civil, que Paris pourra leur faciliter ; enfin capitaliser sur sa bonne relation avec l'État hébreu pour faire avancer le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens.

L'UPM, en dépit d'un sommet grandiose à Paris le 14 juillet 2008, ne verra jamais vraiment le jour. Croire qu'il était possible de réunir autour d'une même table Algériens, Syriens, Palestiniens et Israéliens notamment, sans avoir fait avancer au préalable le dossier palestinien, relevait d'une bonne dose de naïveté. Les diplomates du Quai d'Orsay avaient pourtant averti l'Élysée de cette difficulté, mais «au Château» personne ne voulut entendre les mises en garde.

En offrant l'aide de la France aux pays arabes désireux d'accéder au nucléaire civil pour remplacer, à terme, le tout pétrole, Nicolas Sarkozy

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

tenait à montrer que sa posture très ferme à l'égard d'un Iran nucléaire n'interdisait pas à la France de se rendre disponible pour aider des pays en voie de développement. Mais là encore l'échec sera au rendez-vous, notamment avec les Émirats arabes unis, qui choisiront finalement un consortium coréen plutôt que les Français pour s'équiper en nucléaire civil. À ce jour, aucun pays arabe – même pas notre allié saoudien – n'a eu recours à la France pour se lancer dans l'aventure du nucléaire civil.

Enfin, sur le dossier israélo-palestinien, Nicolas Sarkozy, malgré gestes et déclarations d'amour répétées à l'égard d'Israël, n'a rien obtenu de son « ami » le Premier ministre Benjamin Netanyahou. « Sarkozy, au début de son mandat, voyait en Bibi l'homme de la paix », nous confiait à l'époque Valérie Hoffenberg, fin connaisseur d'Israël qui avait l'oreille du président français. « Même moi, je n'y croyais pas, connaissant Netanyahou », ajoutait-elle. Là encore, la déception sera grande et, à la fin de son mandat, Nicolas Sarkozy pourra qualifier ce dernier de « menteur », à l'occasion d'un sommet international, et alors que les micros, avant une conférence de presse, étaient restés malencontreusement ouverts. Là encore, l'intransigeant chef du gouvernement israélien ne fit aucun geste sérieux de nature à crédibiliser l'approche d'une paix réelle avec ses voisins, synonyme de concessions territoriales, si ce n'est un discours à l'université de Bar Ilan sur la nécessité de deux États. Une bien maigre avancée, alors que la colonisation des territoires palestiniens se poursuivait de plus belle.

Bref, sur le dossier israélo-palestinien, la voix française n'a pas porté. Sur le fond, Nicolas Sarkozy est resté dans l'épure chiraquienne – appel à la coexistence de deux États, attachement à la sécurité d'Israël –, mais dans la forme et dans le ton, le tropisme pro-israélien du président – d'ailleurs clairement affiché par l'intéressé – le démonétisait alors que le président américain jouait déjà ce rôle, loin de celui de l'« honnête courtier » que Washington s'était pourtant juré d'endosser lors du lancement des négociations de paix, il y a plus de 20 ans.

Un rapprochement avec le Qatar

Vis-à-vis des monarchies du Golfe, partenaires commerciaux de premier plan de la France, Nicolas Sarkozy prit l'initiative de favoriser un rapprochement avec le Qatar, au détriment de l'Arabie Saoudite. Sans trop de scrupules, Nicolas Sarkozy intensifia, à la fois en termes de contenu et de chaleur, nos relations avec le minuscule émirat, quitte à faire de Doha le pivot de notre politique régionale. Sceptiques, certains diplomates parlaient même à cette époque de « qatarisation » de notre politique étrangère. Le tournant s'amorça en 2007, avec l'intervention du Qatar dans la

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

libération des infirmières bulgares détenues en Libye, et se poursuivit avec un rapprochement vis-à-vis de la Syrie initié par Doha, une ouverture du marché français aux investissements de l'émirat, avec une exonération fiscale de ses dirigeants qui fera couler beaucoup d'encre.

Le rapprochement avec Doha se conclut par l'aide du Qatar à notre action en Libye pour renverser le colonel Mouammar Kadhafi. Quitte à fournir en armes et en argent des rebelles islamistes dont on se rendra bientôt compte qu'ils n'affichaient pas le même agenda que nous. Après la chute de Kadhafi, l'indomptable Qatar fera rapidement cavalier seul, cherchant à contrôler la transition. Cette posture finira par irriter le président français, qui n'invitera pas son ami l'émir de l'époque Cheikh Hamad à venir à Benghazi, avec le Premier ministre britannique David Cameron, célébrer ce qui semblait être alors une victoire franco-britannique.

En s'affichant ostensiblement avec Doha, Nicolas Sarkozy prit le risque d'irriter l'Arabie Saoudite, seul et vrai poids lourd du Golfe, qui entretenait à l'époque des relations tendues avec son turbulent voisin. Or rien ne peut se faire au Moyen-Orient sans l'appui saoudien, la crise syrienne qui surgira en 2011 le montrera.

Avec l'Arabie, la relation fut loin d'être excellente. Même si l'activisme du président français commença par intéresser le roi Abdallah, celui-ci taxa rapidement Nicolas Sarkozy de « cheval fringant et fougueux qui, comme tous les purs sangs arabes, a besoin de l'épreuve des rênes pour trouver l'équilibre »[1]. En fait, le chef de l'État déçut Abdallah en se rapprochant de la Syrie. Sarkozy avait en effet promis au monarque saoudien qu'il ne prendrait aucune initiative d'envergure au Moyen-Orient sans lui en référer. Au début de l'année 2008, les relations franco-saoudiennes en souffriront, même si ensuite l'Arabie tendra, à son tour, la main à Assad, avec aussi peu de réussite que la France.

La question syrienne

Sur la Syrie, Nicolas Sarkozy pratiqua la rupture avec Jacques Chirac, qui avait poussé loin l'ostracisme à l'égard de Damas. « Il faut faire rendre gorge à la Syrie », martelait un Jacques Chirac sous le choc, après l'assassinat de son ami le Premier ministre libanais Rafic Hariri, en février 2005 à Beyrouth. À l'ostracisme démesuré de Chirac succédera un emportement tout aussi excessif de Nicolas Sarkozy, qui ira « trop vite et trop loin » avec Bachar Al-Assad.

1. *Le Figaro*, 21 décembre 2007.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le président eut tôt fait, en effet, de se réconcilier avec Bachar Al-Assad qu'il invita aux cérémonies de l'UPM le 14 juillet 2008 sur les Champs-Élysées, lui offrant une visibilité que l'ex-paria n'aurait osé imaginer six mois plus tôt. « En renouant avec Damas, Nicolas Sarkozy avait en tête de détacher la Syrie de l'Iran » se rappelle Claude Guéant, qui joua l'interface dans les relations avec Damas entre 2007 et 2010. Ce ne pouvait être, là encore, qu'une illusion, voire une mauvaise appréhension des relations entre États, quand on connaît la profondeur historique des liens entre Damas et Téhéran – ainsi que la crise syrienne allait, là encore, le montrer.

Grâce à ses bonnes relations à la fois avec Israël et le pouvoir syrien, Nicolas Sarkozy pensait que ces différents amis allaient se montrer plus conciliants. En fait, ni Assad ni Netanyahou ne jouèrent le jeu. Bachar Al-Assad, qui inspirait encore beaucoup de méfiance à Washington, se délecta de voir un président français accourir à Damas pour le replacer dans le jeu. En coulisses, Israéliens et Américains critiquaient cet empressement français à conférer une nouvelle légitimité au président syrien. « Barack, il faut aider Bachar, c'est un président jeune, il a été éduqué en Grande-Bretagne, sa femme parle le français », insistait Nicolas Sarkozy auprès du président américain qui le recevait à la Maison Blanche en 2009. « C'est intéressant ce que tu dis, Nicolas, mais nous avons une analyse sur Assad légèrement différente », répondait avec humour Barack Obama, amusé de tant de naïveté de la part de son homologue français[2].

Fidèle à sa posture de monstre froid, Assad a pris mais très peu donné à son ami Sarkozy. Certes, « Sarkozy disait à Assad : je vous tends la main, mais si vous me décevez, elle se refermera », confie aujourd'hui Claude Guéant, qui multiplia les déplacements à Damas, notamment en vue de renouer une coopération sécuritaire utile à la lutte contre un terrorisme djihadiste déjà à l'œuvre. Paris escomptait de ses bonnes relations avec la Syrie des retombées économiques. Mais là encore, ce fut la déception : ni le métro de Damas, ni l'aéroport de la capitale n'iront aux sociétés françaises, malgré les efforts décuplés de notre ambassadeur en Syrie Éric Chevallier, qui invita à déjeuner à la résidence de France Rami Makhlouf, cousin germain d'Assad, connu surtout pour être la pompe à finances du régime – une initiative qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait osé prendre. « Mais j'agissais sur commande » se défend, non sans raison, l'intéressé.

De ce rapprochement, la France n'arrachera en définitive qu'une maigre concession à la Syrie : l'ouverture d'une ambassade à Beyrouth,

2. Voir C. Chesnot, G. Malbrunot : *Les Chemins de Damas. Le dossier noir de la relation franco-syrienne*, Paris, Robert Laffont, 2014.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

qui semblait accréditer l'idée que Damas avait renoncé à ses prétentions tutélaires sur son voisin libanais. C'était bien peu. La déception de Sarkozy à l'encontre de son ex-ami Assad expliquera en partie la rapidité avec laquelle il le condamnera au début de la révolte en Syrie, au printemps 2011.

Face à un Iran engagé dans son programme nucléaire, Nicolas Sarkozy adopta une posture de fermeté extrême, renforcée par l'attitude de son homologue iranien, le populiste Mahmoud Ahmadinejad. Ce dernier en rajoutait avec ses déclarations inacceptables sur Israël – qui devait être « rayé de la carte », provoquant un réflexe de rejet chez Nicolas Sarkozy. L'extrême fermeté de ce dernier vis-à-vis de l'hypothèse d'un Iran nucléaire s'explique par une conjonction d'éléments bien résumés dans un télégramme diplomatique américain révélé par Wikileaks : prépondérance des partisans de l'anti-prolifération nucléaire à l'Élysée et au Quai d'Orsay, et volonté de s'attirer les bonnes grâces d'Israël et des monarchies du Golfe, viscéralement opposées à un Iran nucléaire.

Une fermeté extrême vis-à-vis de l'Iran

Posture ferme vis-à-vis de l'Iran, et dans le même temps rapprochement vis-à-vis de l'Irak, pourtant allié de Téhéran. Cette double option, pleine de contradictions, illustre l'incohérence de la diplomatie française, entre 2008 et 2010, à l'égard de Bagdad et de Téhéran. « En panne de stratégie dans la région, on a pensé en 2008-2009 qu'il y avait en Irak une bonne opportunité à saisir » se souvient un diplomate alors au cœur de la problématique moyen-orientale. « Le pays semblait en passe de sortir du chaos, et disposé à s'ouvrir sur l'extérieur ; le monopole américain se relâchait ; il y avait de quoi faire des affaires et, qui sait, influer sur la stabilisation du régime et la représentativité du nouvel État. »

Paris fait alors un gros effort diplomatique : voyages de Nicolas Sarkozy et de son Premier ministre François Fillon à Bagdad, réception à Paris du Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki et, en grande pompe, du président de la République Jalal Talabani. « Mais cet effort ne s'est malheureusement pas accompagné d'un gros effort intellectuel, poursuit le diplomate. Nous nous sommes contentés des vieux poncifs du Quai d'Orsay (sur le "désir de France", ou nos relations privilégiées avec le monde arabe, dont on a toujours négligé la partie chiite, au Liban comme en Irak), ainsi que d'une lecture dépassée des rapports de force, de l'état d'esprit, et des passions prévalant aujourd'hui dans cette société et dans ce coin du monde. » D'où une succession de maladresses et de déconvenues, illustrées par l'épisode de l'attribution des champs pétroliers – échec cuisant pour Total, qui avait pourtant été pionnier en Irak.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Avec quelque légèreté, on en arriva même à parler – au plus haut niveau de l'État – de « partenariat stratégique » pour qualifier ces nouvelles relations. Rien dans la réalité ni dans nos objectifs ou ceux de nos partenaires n'autorisait à utiliser une telle expression, laquelle n'a d'ailleurs jamais été reprise par des officiels irakiens. « Mais pire encore, il y avait de notre part à l'employer quelque chose de fort embarrassant pour nos partenaires, alors que nous adoptions au même moment vis-à-vis de l'Iran une position et un langage particulièrement durs », conclut le diplomate sans pitié pour l'action française en Irak. Il poursuit : « À ces contradictions, dues à notre absence de vision d'ensemble, de priorités bien définies, et de stratégie cohérente et suivie dans la région, s'est ajoutée notre inconstance, puisqu'on a, à partir de 2011, délaissé l'Irak aussi vite que l'on s'en était entiché, pour se mettre à courir après les printemps arabes, leur prêtant certes l'importance qu'ils avaient, mais aussi des vertus qu'ils n'avaient guère, en en attendant des bénéfices et des gratifications, sans percevoir que notre activisme sur le sujet allait plutôt faire de nous une cible privilégiée. »

À compter du début de l'année 2011, les printemps arabes placent en effet Paris dans une position délicate. Prisonnière de son amitié avec le dictateur tunisien Zine Al-Abedine Ben Ali, la France ne prit pas la mesure des bouleversements en cours, y compris en Égypte où « le vieux sage » Hosni Moubarak – comme on se plaisait à le dépeindre à Paris – allait être rapidement renversé par la rue. Traumatisés par ces échecs, le Quai d'Orsay et l'Élysée cherchèrent à réparer leurs erreurs d'analyse en se plaçant dès lors du bon côté de l'histoire, c'est-à-dire du côté des révolutionnaires et non plus des dictateurs.

Cette posture sera particulièrement éclatante avec la Syrie où, à partir du printemps 2011, une révolte d'abord pacifique est matée par le pouvoir des Assad. Alors que l'ambassade de France à Damas et les services de renseignements multiplient les mises en gardes sur la résilience du régime syrien, à Paris le couperet tombe en juillet 2011 lors d'une réunion dans le bureau du directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Hervé Ladsous : « Bachar va tomber, Bachar doit tomber » intime Nicolas Galey, conseiller Moyen-Orient de Nicolas Sarkozy à Éric Chevallier, l'ambassadeur de France en Syrie qui, soutenant le contraire, avait été convoqué pour être recadré : « On ne veut plus lire dans tes télégrammes que le régime est solide, notre intérêt n'est plus de défendre un dictateur, on s'est suffisamment trompé comme cela », martèle Nicolas Galey. Pour mettre un terme au pugilat verbal entre les deux hommes, devant un parterre de cadres du Quai médusés, le très discret Hervé Ladsous devra s'écrier à deux reprises : « Halte au feu, halte au feu ! » À partir du début de l'été 2011, la position française sera coulée dans le marbre, et restera intangible. Les spécialistes

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

de « l'exception syrienne » – anciens ambassadeurs, agents des renseignements ou autres – n'auront jamais réellement voix au chapitre.

L'assurance du Quai d'Orsay et de l'Élysée est renforcée par la presse qui, dans son immense majorité, enterre rapidement « le boucher de Damas », refusant de voir l'infiltration assez rapide des islamistes dans la révolte. « Humainement la politique française est géniale, mais politiquement c'est un désastre », nous confiait dès l'automne 2011 un responsable libanais. Outre une attitude de condescendance vis-à-vis de Moscou – « on va isoler la Russie » croyait-on alors à Paris –, le grand défaut de la politique française fut de tout focaliser sur une chute rapide d'Assad, et de ne pas adopter de plan B, ce qui conduisit à constamment en rajouter dans la rhétorique – « Bachar = Daech » « Ni Bachar, ni Daech » – avant, finalement, de devoir battre en retraite – sur le rôle de la Russie, comme sur celui de l'Iran – un recul précipité par les attentats dont Paris sera la cible en novembre 2015.

Bachar peut-il tomber ?

Au printemps 2011, notre alliance avec le Qatar a indéniablement influencé notre action, Paris acceptant de déléguer ensuite à l'émirat, puis à l'Arabie, la gestion de l'aide aux rebelles dits modérés. Mais l'aide des monarchies du Golfe ira surtout à leurs amis islamistes, d'où une islamisation de la rébellion que Paris refusa longtemps de reconnaître, publiquement du moins. Car en coulisses, des notes rédigées notamment par le Centre d'analyse du Quai d'Orsay et publiées depuis dans la presse, mettaient bel et bien en garde le ministre Laurent Fabius contre « le piège de l'islamisation » de la rébellion anti-Assad[3].

La présidence Hollande, entre Égypte, Iran et Arabie

À son arrivée au pouvoir en 2012, François Hollande ne pourra que rester dans l'épure fixée par son prédécesseur : une gestion émotionnelle de la crise syrienne, doublée d'une crispation réelle chez le nouveau locataire du Quai d'Orsay Laurent Fabius. « C'est vrai, il y a chez lui un traumatisme vis-à-vis de la Syrie », nous confia son directeur de cabinet à l'été 2014. Laurent Fabius est resté traumatisé par les attentats commis dans les années 80 à Paris, à l'époque où il était Premier ministre, et derrière lesquels on décelait la main de l'Iran voire de la Syrie.

Pour ses partenaires européens quelque peu décontenancés, la France, après avoir soutenu à bout de bras Assad dans les années 2008-2010, est apparue ensuite comme la plus en pointe pour renverser Bachar Al-Assad,

3. Voir *Marianne*, 15 mars 2016.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

suivie par la Grande-Bretagne, désireuse également de « surveiller » son partenaire français. Avec le recours aux premières attaques chimiques au printemps 2013, des notes sont alors adressées au ministre sur le thème : « Il faut préparer l'opinion publique à l'idée qu'il faudra se résoudre à frapper militairement. » Laurent Fabius vient expliquer cette stratégie sur *France 2* le 5 juin 2013.

Avec l'attaque contre la banlieue de Damas du 21 août, imputée au régime et qui fit plus de 1 200 morts, Paris tient enfin son *smoking gun*. Hélas, Barack Obama, probablement pas complètement convaincu de la pertinence des preuves qui lui sont présentées, et soucieux de ne pas faire capoter ses négociations nucléaires avec l'Iran, refuse au dernier moment de « punir » Assad – selon l'expression maladroite de François Hollande.

Celui-ci se retrouve donc seul au milieu du gué, avec l'amer sentiment d'avoir perdu la face. Dès lors Paris va axer sa communication sur le *no-go* d'Obama, « un président mou » qui avait pourtant fait de l'utilisation du chimique une « ligne rouge à ne pas dépasser ». Paris soutient que « si on était intervenu, la situation aurait changé et Daech n'aurait pas prospéré ».

Si chacun s'accorde à reconnaître que les États-Unis auraient dû frapper – fût-ce symboliquement pour restaurer leur crédibilité – rien ne permet d'affirmer que le pouvoir syrien allait se débander avec des frappes contre Damas, une capitale autour de laquelle 8 000 rebelles islamistes avaient été massés à l'appel de Jaish Al-Islam, faction salafiste soutenue par l'Arabie Saoudite.

À défaut de pouvoir s'en prendre frontalement à Obama, François Hollande et Laurent Fabius, dès lors, chargèrent Assad. « Bachar = Daech », « C'est Bachar qui a créé Daech », répétait-t-on au Quai d'Orsay, en soulignant qu'il avait libéré de nombreux islamistes au début de la révolte, mais en oubliant de pointer un doigt accusateur sur la Turquie – qui laissa transiter des milliers de djihadistes –, ou sur nos alliés du Golfe qui, longtemps, fermèrent les yeux sur les valises de dollars qui partaient de Koweït, notamment à destination des rebelles islamistes repliés en Turquie.

Face au risque de chaos islamo-djihadiste qu'une chute brutale d'Assad eût entrainé, Paris finit tout de même par reconnaître qu'il fallait tout faire pour préserver l'ossature de l'État – c'est-à-dire en gros l'armée – dans une transition politique. Peu à peu, la priorité s'est donc réduite à l'exigence de « décrocher » la tête d'Assad et de quelques dizaines de proches, notamment les responsables des services de renseignements, accusés eux aussi de crimes contre l'humanité.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Vient ensuite le slogan « Ni Bachar, ni Daech », pour justifier le refus français de bombarder les positions de l'État islamique en Syrie, alors que nous le faisions dans l'Irak voisin. Une incohérence devenue intenable dès lors que la menace d'attentats se fit plus précise à l'été 2015. En définitive, François Hollande annonça en septembre, invoquant la légitime défense, les premières frappes contre les djihadistes en Syrie, expliquant : « Notre ennemi c'est Daech. » Là encore, que de tergiversations...

« Notre ennemi, c'est Daech »

Si François Hollande « colla » à Nicolas Sarkozy sur la Syrie, l'Iran et le conflit israélo-palestinien, il fera en revanche l'inverse dans le Golfe, misant sur l'Arabie au lieu du Qatar, de même qu'en pariant, au Maghreb, sur l'Algérie plutôt que sur le Maroc.

Un autre zig-zag de notre politique étrangère au Moyen-Orient concerne l'Égypte. À l'été 2013, alors que le général Sissi venait de réaliser son « coup d'État » contre le président islamiste élu Mohammed Morsi, Paris ravala soudainement ses critiques pour soutenir le militaire, auquel la France finit par vendre des avions de combat *Rafale* et d'autres équipements militaires. Nombre d'ONG critiquèrent le silence de Paris sur les multiples atteintes aux droits de l'homme dont se rendait coupable le régime du désormais maréchal Sissi. Mais la restauration – sans doute en pire – de l'ère Moubarak ne semble guère poser de problème aux dirigeants français. Comme si, après le romantisme révolutionnaire des années 2011-2012, l'heure était désormais à une quête de stabilité, plus qu'à l'avancée vers la démocratie – illustration du retour à une froide *realpolitik*, après l'ère de l'*i-realpolitik*, pour reprendre l'expression de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine.

Il faut dire qu'en Égypte comme ailleurs, l'heure est à la diplomatie économique, une des priorités répétée de l'ancien locataire du Quai d'Orsay Laurent Fabius. Cette diplomatie économique remporta certains succès auprès du Qatar et de l'Arabie Saoudite. Doha a également acheté des avions *Rafale* à la France, et les échanges avec l'Arabie Saoudite se sont accrus ces cinq dernières années, plaçant « le royaume aux deux mosquées sacrées » en tête de nos partenaires commerciaux au Moyen-Orient. Ces résultats restent toutefois bien en-deçà des attentes. Au printemps 2015, le roi Salman promit d'investir 50 milliards de dollars dans l'économie française. Pour l'heure, on en est encore très loin, et avec un baril de pétrole retombé à 30 dollars, les perspectives commerciales avec Riyad ont chuté, au grand dam des industriels français qui pointent parfois une trop grande docilité de notre diplomatie face à l'Arabie.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Les relations privilégiées entre la France et les monarchies du Golfe seront à n'en pas douter au cœur de la campagne électorale présidentielle. Plusieurs candidats, notamment Bruno Le Maire, réclament ouvertement que nos alliances avec ces régimes soient révisées, au motif qu'ils financeraient le terrorisme djihadiste. Si ces propos paraissent parfois exagérés, ils rencontrent un large écho auprès de l'opinion publique, mal à l'aise avec des pays qui sont bien loin de représenter un modèle de démocratie.

Bref, beaucoup de belles intentions, mais au final peu de réalisations. Dans ces conditions, il est difficile de ne pas souscrire au constat sévère du diplomate déjà cité : « Pratiquement hors-jeu au Liban, qui constituait un axe fort de notre politique et où, comme le montre le récent voyage de François Hollande, nous en sommes réduits à faire de l'humanitaire ; totalement impuissants sur le dossier palestinien, et incapables de mettre à exécution notre menace de reconnaître un État palestinien ; accumulant les contresens et les sottises sur la Syrie ; nous plaçant dans le sillage des Américains alors que nos intérêts ne se confondent pas avec les leurs dans la région ; négligeant, au contraire, les points de convergence que nous pourrions y trouver avec les Russes ; notre politique se réduit en bonne partie à prendre des initiatives ou des postures répondant à des considérations de politique intérieure (satisfaire tel courant d'opinion ou telle catégorie influente, aller dans le sens des idées dominantes du moment, les droits de l'homme mis à toutes les sauces), et à tenter d'intensifier la coopération avec les riches pays du Golfe, en en attendant des contrats juteux et, avec leur appui, un regain d'influence dans la région, sans être très conscients des grands écarts auxquels cela nous condamne. »

Il y a urgence à fixer, de nouveau, un cap clair à notre politique au Moyen-Orient, loin des émotions et de la tyrannie des contrats et des effets de communication. Ce sera probablement l'un des chantiers du prochain président de la République, même si la tentation demeure de s'en mêler le moins possible, au motif qu'il n'y aurait là que des coups à prendre.

Mots clés
Moyen-Orient
Politique étrangère française
Syrie
Monarchies du Golfe

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'EUROPE AU DÉFI DES POPULISMES



Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 09/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)